



Agriculture et climat : les liaisons dangereuses

Une « Journée sans viande » par semaine ?

Manger trop de viande peut nuire gravement à la santé mais aussi – et même surtout – au climat. En effet, l'alimentation carnée implique des productions agricoles génératrices d'importantes émissions de gaz à effet de serre. Démonstration.

Si les habitudes de mobilité ou la performance énergétique des bâtiments sont souvent pointées comme des éléments essentiels de la lutte contre les gaz à effet de serre (GES) responsables des changements climatiques, l'impact de nos choix alimentaires et, par-delà, des pratiques agricoles permettant de les satisfaire, est souvent méconnu voire carrément ignoré. Responsables d'émissions de GES supérieures à celles du secteur des transports, ils constituent pourtant un enjeu majeur. Un enjeu d'autant plus important qu'il déborde de la question climatique pour revêtir une dimension d'équité Nord-Sud.

L'agriculture = 34 % des gaz à effet de serre

Sur la base des études scientifiques les plus récentes de la FAO (Organisation des Nations-unies pour l'alimentation et l'agriculture), l'agriculture contribue aux émissions mondiales de gaz à effet de serre à hauteur de 20 %. Ce pourcentage prend en compte toutes les émissions directes générées par les cultures et l'élevage : protoxyde d'azote lié à la fertilisation des sols ; méthane libéré par le bétail et les rizières ; dioxyde de carbone dû au carburant brûlé par les machines agricoles mais aussi lors de la fabrication des engrais et pesticides, etc. A cette production directe de GES, il convient d'ajouter encore la majeure partie des 14 % de GES émis par la déforestation qui trouve son origine dans l'extension des cultures ou des prairies destinées à l'élevage. Ce sont ainsi pas moins de 34 %

des émissions totales de GES qui sont imputables à l'agriculture. L'élevage endosse une responsabilité largement prépondérante dans ces émissions « agricoles », puisque plus de la moitié d'entre elles – soit quelque 18 % des émissions planétaires totales – peuvent lui être attribuées. Plus précisément, cette activité génère 9 % du CO₂ émis, essentiellement via les actions de déforestation visant à étendre les pâturages et les terres arables destinées aux cultures fourragères ; 37 % du méthane, via la digestion des ruminants et la fermentation des effluents d'élevage ; 65 % de l'oxyde d'azote, via le stockage et l'épandage des effluents organiques et des engrais. L'agriculture européenne se distingue par ses bonnes pratiques. Elle a en effet réduit sa production de GES de 20 % en moins de 20 ans et affiche aujourd'hui une participation de 9,2 % aux émissions totales de l'Union. Ce (bon) chiffre doit cependant être nuancé, car il ne traduit pas un bilan net intégrant *inputs* et *outputs*. Concrètement, il ne tient pas compte de la déforestation entreprise au Sud pour pourvoir à notre demande. Et les GES émis pour produire les denrées que nous importons sont comptabilisés dans le bilan des pays producteurs, tandis que ceux générés par nos produits exportés s'affichent au compteur de l'Union.

Quoi qu'il en soit, si l'on considère ces chiffres à la lumière des objectifs à atteindre dans le cadre d'une lutte efficace contre le réchauffement global, l'ampleur de la tâche apparaît avec une inquiétante évidence. La planète peut supporter sans dommage 1,7 tonne équivalent CO₂ par habitant. Or, les émissions actuelles de l'agriculture européenne, sur la base d'un chiffre minimaliste,

correspondent à plus de 0,9 tonne équivalent CO₂ par habitant...
No comment. Ou plutôt si : on ne pourra clairement pas continuer comme cela !

Jour sans viande ou dimanche sans voiture ?

A la veille du Sommet de Copenhague, le président du GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat), Rajendra Pachauri est intervenu pour attirer l'attention sur ce lien crucial entre agriculture et climat ; il a déploré que cette question primordiale ne figure pas à l'agenda politique. Et il est vrai que les décideurs rechignent à aborder le problème. Comme si prôner une remise en cause d'habitudes alimentaires solidement ancrées dans notre culture constituait une immixtion jugée intolérable dans l'intimité des citoyens. Il faudra pourtant bien un jour briser ce tabou. Car, on l'a vu, les enjeux sont colossaux.

En écho aux déclarations de M. Pachauri, Paul McCartney a interpellé les parlementaires européens en leur demandant d'instaurer une « Journée sans viande » par semaine. Une telle mesure permettrait une réduction des émissions de CO₂ par habitant et par an équivalant au volume généré pendant un voyage en voiture de 1 700 km ! Le résultat obtenu avec une initiative semblable serait nettement supérieur à celui enregistré à l'occasion d'un « Dimanche

sans voiture », comme il en fut instauré lors des crises pétrolières du début des années 70. L'idée mérite d'être retenue, car il est sans doute plus facile, pour beaucoup, de renoncer à la viande un jour par semaine que de réduire son kilométrage annuel de 1 700 kilomètres... En outre, le caractère utile de la mesure se double d'une dimension de « plaisir » non négligeable, puisque ce « Jour sans viande » permettrait de (re)découvrir des saveurs différentes et serait bénéfique pour l'organisme, l'abus de viande nuisant à la santé.

Par-delà les réductions de GES, l'instauration d'une alimentation moins carnée permettrait de libérer des surfaces aujourd'hui dédiées à l'alimentation animale. Et ces terres pourraient utilement être utilisées pour des cultures d'agrobiomasse à des fins énergétiques.

Equilibre Nord-Sud

La production de « protéines animales » nécessite de 2 à... 17 fois plus de surfaces agricoles qu'une production équivalente de « protéines végétales », sachant que les unes et les autres ont un apport alimentaire équivalent. Conséquence de ce ratio, conjugué à des habitudes de consommation faisant la part (trop) belle à la viande : la moitié des cultures en Europe sont destinées à nourrir le bétail et nous importons massivement des protéines pour compléter ces rations. Dans le même temps, la lutte contre les émissions de CO₂ et la recherche d'alternatives au pétrole conduisent à la production d'agrocultures dont la matière première végétale exige des surfaces de culture de plus en plus importantes. Les terres agricoles étant chez nous inexorablement grignotées par l'urbanisation, il y a pénurie : nous ne pouvons produire en interne de quoi satis-

Il y a élevage et élevage

S'il faut 2 à 17 fois plus de surface pour produire des protéines animales que pour produire des protéines végétales, l'impact de cette production sur le climat ne suit pas la même règle proportionnelle. L'élevage d'herbivores permet en effet de maintenir des prairies qui assurent un stockage du carbone. Retournées, ces prairies relâcheraient dans l'atmosphère une quantité importante de carbone estimée à 1 tonne/hectare/an. C'est d'ailleurs pour maintenir ces stocks de carbone que les nouvelles orientations de la PAC (Politique agricole commune) vont clairement dans le sens d'un soutien de l'élevage à herbe et d'un maintien des prairies permanentes.

Cet avantage climatique est doublé d'un atout sanitaire. En effet, les herbivores nourris au maïs et tourteaux de soja, par exemple, produisent une viande riche en acides gras omega-6, tandis que ceux nourris à l'herbe, aux graines de lin ou aux protéines telles les pois, le lupin ou les féveroles (que l'on peut tous produire en Europe) fournissent des acides gras oméga-3. Si l'excès des premiers concourt aux risques de maladies cardiovasculaires (qui coûtent chaque année aux Etats-Unis l'équivalent de trois fois le budget de la PAC), les seconds réduisent par contre ces risques. ■



Si l'élevage émet des gaz à effet de serre, les herbages constituent un important puits de carbone. Ici, un élevage de Montbéliardes, productrices de lait pour fabriquer le Comté, dans le Jura.

Déséquilibre alimentaire

La consommation de protéines animales est liée au niveau de revenus des populations. Ainsi, elle va de 53 g/jour/personne dans les pays développés à 18 g/jour/personne dans les pays en développement (1). On ne note par contre quasiment aucune disparité en ce qui concerne les protéines végétales dont la consommation est respectivement de 39 et 43 g/jour/personne. Alors que les uns font une consommation excessive de protéines avec un surplus moyen équivalant à 80 % des besoins, les autres ont une alimentation qui ne leur permet pas de faire face à leurs besoins. La nécessaire diminution des GES liés à l'élevage devra se faire en tenant compte de ces disparités et en veillant à les réduire voire à les faire disparaître. ■

(1) Implications of global trends in eating habits for climate change, Health and natural resources.

faire nos besoins croissants et nous recourons donc sans cesse davantage aux importations. Néfaste pour notre autosuffisance alimentaire, cette situation apparaît également préjudiciable aux pays du Sud qui, pour répondre à notre demande, se lancent dans des productions ignorant leurs propres besoins et entreprennent des campagnes de déforestation leur permettant d'accroître leurs surfaces cultivables... au détriment du climat.

En réduisant notre consommation de viande, nous pourrions tout à la fois éviter une part importante des GES émis par l'élevage et consacrer à la production agroénergétique (2) des terres actuellement cultivées pour l'alimentation animale. Les pays du Sud pourraient alors cesser leur course effrénée aux terres arables pour satisfaire notre demande et privilégier des cultures vivrières. Mais pour concrétiser ce scénario idéal, une politique alimentaire volontariste devra être mise en œuvre dans les pays développés, afin de favoriser l'émergence de régimes alimentaires moins riches en GES.

L'enjeu climatique semble le seul à même de générer des mesures qui iront en ce sens et feront contrepois à la libéralisation accrue de l'agriculture et de l'alimentation sur laquelle les négociations en cours au sein de l'OMC (Organisation mondiale du commerce) risquent fort de déboucher. ■ **Lionel Delvaux et Pierre Titeux**

Fédération Inter-Environnement Wallonie

(1) Carbon footprint of nations : a global, trade-linked analysis, Environmental Science and Technology, Hertwich and Peters, 2009.

(2) Etant entendu que les agrocultures ne constituent en rien une panacée et que, s'ils peuvent contribuer à faire face à la crise climatique qu'à la pénurie énergétique, cette contribution est et devra rester marginale. Le cadre de cette production devra en outre être étroitement balisé afin d'éviter les effets pervers et dérivés potentiels qu'elle peut générer.

Pour en savoir plus à ce sujet voir : www.mangerouconduire.be